

CHAPITRE I

L'APRÈS-GUERRE DU GOLFE

ET LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

Le Nouvel ordre mondial est-il un ordre de nature différente de celui qui dominait avant la guerre du Golfe ? Il est certain que l'expression Nouvel ordre mondial est essentiellement une mystification. Il n'y a là de nouveau que certaines formes qui peuvent varier, ou qui ont tout simplement évolué.

De la guerre du Golfe au Nouvel ordre mondial

Considérée du point de vue américain, la guerre du Golfe a été une simple opération de canonnière typique des relations entre métropoles et colonies au XIX^e siècle, mais avec des moyens considérablement plus importants, et avec comme enjeu l'hégémonie des intérêts américains sur l'ensemble des matières énergétiques et des matières premières, et, peut-être plus important encore, l'appropriation de la colossale rente pétrolière des pays producteurs du Moyen-Orient.

Ne pouvant plus dominer sur le plan industriel à cause de la récession, du déficit chronique du budget, du déficit de la balance commerciale, de la faible productivité du travail ; ne pouvant plus dominer sur le plan financier avec la crise colossale des institutions financières, la concurrence du Japon et de l'Europe ; ne pouvant plus dominer sur le plan technologique à cause du gaspillage de la recherche-développement dans les secteurs militaires improductifs (il faut rappeler que les gadgets militaires avec lesquels les Américains ont fait joujou, et qui ont tant impressionné nos présentateurs de télé, avaient été mis en chantier voici dix ou vingt ans, avant même la présidence de Reagan), les Etats-Unis ont donc tablé sur leur supériorité militaire pour affirmer leur domination non seulement sur le tiers monde, mais aussi sur tous les Etats industrialisés dont les gouvernements ont si obligeamment décidé de collaborer à une opération qui allait entériner leur soumission au Nouvel ordre mondial. Car le Nouvel ordre mondial n'est pas seulement

celui qui assujettit de façon encore plus ferme le tiers monde aux intérêts de l'impérialisme américain, c'est aussi celui qui assujettit les autres nations industrialisées.

De manière plus subtile, moins brutale, ce type de rapport qui s'est instauré depuis longtemps entre les métropoles industrielles et le tiers monde, et dont le Nouvel ordre mondial n'est qu'une variante réactualisée, est en train de s'établir entre les Etats-Unis et l'Europe. C'est là le sens des conflits de compétences qu'on peut percevoir entre l'ONU et l'OTAN dans la guerre actuelle.

L'impérialisme comme mode de domination est un phénomène complexe qui ne saurait être analysé en termes manichéens : le mauvais d'un côté, les bons de l'autre. C'est un ensemble de rapports extrêmement enchevêtrés, une cascade d'intérêts et de pouvoirs qui se concurrencent, s'utilisent les uns les autres, s'opposent et se détruisent au gré des circonstances : « Sans doute le maître peut-il laisser aux puissances secondaires un peu d'espace où s'ébattre, une sorte de cour de récréation où elles joueraient au grand, toutes se répartissant selon une échelle de puissance technique dont le moyen pourrait faire us»ge contre le minuscule, si le grand le permet ¹. »

L'Irak était un cas particulièrement clair de puissance régionale dont la présence arrangeait bien les grands jusqu'au jour où ces derniers ont jugé nécessaire de la brider. Le fait que le régime de Saddam Hussein soit encore en place n'est pas dû à une faiblesse ou à une incapacité des Occidentaux, mais au fait que le maintien du régime est jugé nécessaire, à condition que ses ambitions et ses capacités d'action soient réduites. Ce qui a été valable pour l'Irak peut aussi l'être pour la Yougoslavie.

De l'Irak à la Yougoslavie

Au lendemain de la guerre du Golfe, à laquelle les Etats européens ont participé de bonne grâce, individuellement, on pouvait se poser des questions sur cette entité politique — l'Europe — qu'on nous a présentée comme un élément indispensable pour maintenir l'équilibre des forces politiques, la compétitivité économique et le niveau de vie de ses habitants, mais qui était désespérément absente et impuissante. L'instauration du «*«* Nouvel ordre mondial *»* sous l'hégémonie réaffirmée des Etats-Unis a révélé la vraie mesure de cette Europe en constitution :

¹. Claude Le Borgne, *Un discret massacre, l'Orient, la guerre et après*, François Bourin éditeur, p. 188.

elle deviendra à la fois une entité soumise aux impératifs de la politique des Etats-Unis et un champ d'expansion du capitalisme américain.

Il est acquis maintenant que la guerre du Golfe a été un piège dans lequel Saddam Hussein est tombé. On dit moins, cependant, qu'elle aurait pu également être un piège dans lequel les Etats européens seraient tombés : il s'agissait de dissuader l'Europe, concurrente des Etats-Unis, de jouer un jeu indépendant dans l'arène impérialiste. Mais à vrai dire, l'hypothèse selon laquelle l'Europe serait tombée dans un piège n'est valable que dans la mesure où les différents Etats qui la composent aient effectivement eu un projet commun, fût-il impérialiste. Or, ce n'est pas le cas.

L'Allemagne est la seule puissance effectivement capable de constituer un pôle rival des Etats-Unis. Tant qu'existait le conflit des blocs, elle était totalement dépendante de l'OTAN, et plus particulièrement des Etats-Unis, pour sa défense, car elle ne dispose pas de l'arme nucléaire. Trois faits nouveaux sont apparus depuis, qui modifient radicalement les données du problème : 1. l'effondrement du bloc soviétique ; 2. l'unification allemande ; 3. la récession aux Etats-Unis.

Cette situation nouvelle a littéralement libéré l'Allemagne de la hantise des problèmes de défense, et a également libéré ses forces d'expansion économique vers l'Europe de l'Est. La crise yougoslave est un bon révélateur des conflits internes à l'Europe : trois mois après la fin de la guerre du Golfe, l'Allemagne et la France semblent exploiter la crise en essayant chacune de reconstituer leurs sphères d'influence traditionnelles : la première en soutenant son ancien allié croate et la seconde en soutenant son ancien allié serbe. Le soutien allemand à l'indépendance slovène et croate, historiquement liés à l'impérialisme austro-germanique, répond à un objectif stratégique fondamental : la vassalisation de ces régions pour accéder aux ports de la Méditerranée.

La Serbie de son côté, soutenue — plus discrètement — par la France, tente de conquérir une façade sur l'Adriatique. En effet, si on regarde une carte, on se rend compte que la Croatie étend vers le Sud-est une bande qui coupe la Serbie de la mer, et que la Bosnie-Herzégovine pourrait également fournir un accès à la mer. Le Monténégro, lui, est un problème plus délicat : il est peuplé surtout de Serbes, donc des « frères » ; ses débouchés à la mer sont très malcommodes à cause du relief .

Il y a eu plusieurs projets communs entre l'Allemagne et la France : la création d'un corps d'armée commun, une coopération économique et technologique plus étroite, la proposition par Mitterrand d'une mise en

commun du contrôle du bouton nucléaire. Les Etats-Unis ont répliqué en flanquant des claques magistrales à la France en Afrique, là où elle dispose encore d'une influence et de positions stratégiques — après qu'elle eût été virée du Moyen Orient, au Liban et en Irak : 1. – A Djibouti, la présence d'une garnison française assure à la France un accès essentiel à l'océan Indien et à la mer rouge, à deux pas du Golfe. Mais le président Gouled se tourne de plus en plus vers les aides américaines, contraignant la France à se tourner vers les Afars, opposants au régime. 2. – Au Tchad, la rébellion d'Hissène Habré contre le gouvernement d'Idriss Déby mis en place en 1990 par Mitterrand, a été soutenue par les Etats-Unis.

Il s'agit de rogner la chasse gardée française en Afrique, de faire en quelque sorte pression par la périphérie sur les positions françaises en Europe. Les Etats-Unis, qui se considèrent comme les garants de l'ordre mondial, n'hésitent pas à déstabiliser des zones entières de la planète pour faire échec au développement d'un impérialisme concurrent. Ainsi, lorsque Bush, cité par *Libération* du 7 janvier 1991 déclare : « Quiconque doute de la capacité de nos forces armées doit se rappeler deux mots : Saddam Hussein. » Il y a fort à parier que, s'il s'adresse là aux dirigeants du tiers monde imprudents qui seraient tentés de se mesurer aux intérêts américains, le message vaut tout autant pour les impérialismes concurrents.

L'administration américaine n'a cessé de couvrir de ridicule l'« union européenne ». Les instances de défense et de sécurité européennes demeurent, selon les statuts mis au point à Maastricht, sous la dépendance de l'OTAN et par conséquent sous la dépendance directe des Etats-Unis. L'allié le plus inconditionnel des Etats-Unis en Europe, la Grande-Bretagne, dispose d'un droit permanent de veto en matière de diplomatie et de défense, ce qui fait que les intérêts américains ne pourront en aucun cas être lésés. Enfin, les négociations sur le Gatt ont été l'occasion de pressions maximales sur les pays européens.

Mais quel rapport avec la Yougoslavie ? Tout d'abord, il y a l'idée qu'aucun problème régional ne doit être réglé sans l'aval de l'administration américaine ; ensuite, il y a la nécessité pour les Etats-Unis d'empêcher à tout prix l'émergence d'un impérialisme européen concurrent. La guerre en Yougoslavie a incontestablement des fondements liés à la situation interne au pays. La crise économique extrêmement grave subie par le pays ne doit pas être sous-estimée, et les dirigeants politiques des régions les moins touchées n'ont pas eu de mal à

jouer la carte irrédentiste en argumentant qu'ils ne voulaient pas payer pour soutenir les régions les moins favorisées.

Mais cette guerre a été autant causée par des manipulations extérieures que par des dissensions internes. L'Allemagne, l'Autriche, le Vatican, l'Opus Dei, la Turquie, la Russie, la Grèce, l'Iran, et, évidemment les Etats-Unis sont des protagonistes à part entière, sans parler des émigrés des différentes communautés du pays, qui se sont enrichis en Occident et qui renflouent les milices. L'Allemagne, bien avant le début du conflit, avait réduit ses liens financiers et les crédits à l'exportation vers la Yougoslavie, tout en resserrant très officiellement ses relations privilégiées avec la Slovénie et la Croatie, qui faisaient autrefois partie de l'orbite germanique, et qui aspirent aujourd'hui à intégrer l'Europe. Ce n'est pas un hasard si la presse allemande cultive la nostalgie de l'ancien empire des Habsbourg, qui englobait, autour de l'Autriche, la Hongrie, la Croatie, la Slovénie (et, accessoirement, la Bohême-Moravie, c'est-à-dire la Tchécoslovaquie...), et si elle publie la carte d'un empire austro-hongrois nouvelle manière. On peut donc légitimement penser que la présence de troupes françaises — les plus nombreuses — dans l'ex-Yougoslavie, sous la bannière de l'ONU, s'explique peut-être moins par des considérations humanitaires que géo-stratégiques.

On est devant un paradoxe apparent : d'une part l'impuissance européenne et occidentale, d'une façon générale, à régler efficacement le problème sur le plan humanitaire ; d'autre part l'extrême efficacité et rapidité avec laquelle a été effectué démantèlement de l'ex-Yougoslavie.

Le rappel de quelques faits permettra sans doute de situer les enjeux de cette guerre.

1) Quelques jours avant le déclenchement du torrent de feu qui allait s'abattre sur l'Irak, la Yougoslavie présidait une conférence des pays non-alignés pour tenter de résoudre la crise du Golfe. Parmi les pays qui participaient à cette conférence se trouvaient notamment l'Iran, 2^e ou 3^e producteur mondial de pétrole et de gaz naturel ; l'Indonésie, premier exportateur de pétrole et de gaz d'Extrême-Orient ; le Venezuela, 1^{er} exportateur de pétrole et de Gaz des Amériques ; l'Algérie, premier exportateur de pétrole et de gaz d'Afrique du Nord ; et, évidemment l'Irak. A ces pays, s'ajoutent l'Egypte, Cuba, l'Inde, le Sri Lanka, le Ghana, le Zimbabwe, la Zambie, l'Argentine, Malte, Chypre. Tous ces pays se trouvent sur des routes stratégiques incontournables pour le passage du pétrole, ou sur des voies commerciales, maritimes ou terrestres, vitales.

2) Par ailleurs, la Yougoslavie entretenait des relations privilégiées avec le Yémen et Djibouti. Le Yémen se trouve à l'embouchure de la mer Rouge, sur la côte orientale de la voie pétrolière vers le canal de Suez ; Djibouti se trouve sur la côte occidentale de cette embouchure. Les rapports que ces deux pays entretenaient avec la Yougoslavie faisait courir le risque aux grandes puissances occidentales de voir le contrôle du passage du pétrole leur échapper, et passer entre les mains d'un bloc de non-alignés, qui aurait été en mesure, s'il s'était constitué, de renégocier les termes dramatiquement inégaux de l'échange entre pays riches et pays pauvres.

Ainsi, la conférence des non-alignés organisée par la Yougoslavie constituait un danger capital pour l'impérialisme. Un danger sur deux plans : 1. – Sur le plan stratégique : la perte du contrôle des détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb au Sud de la mer Rouge ; des détroits de Malacca (entre la mer de Chine et l'océan Indien), de Magellan (passage de l'Atlantique au Pacifique)... 2. – Sur le plan idéologique : l'existence d'un bloc de pays non-alignés pouvait constituer pour l'opinion publique internationale un fait extrêmement positif, qu'il aurait été difficile de discréditer une fois constitué, mais qu'il était facile de tuer dans l'ouf. Pensez donc : une alliance de pays non-alignés contrôlant l'essentiel du commerce du pétrole et du gaz naturel !

A tout cela s'ajoute un autre fait aggravant : en juin 1991 s'ouvrirent en Yougoslavie des pourparlers au sujet d'un projet de développement régional, couvrant 5 000 km², visant à faire vivre cette région sans avoir recours aux combustibles fossiles — pétrole et gaz naturel... Un projet inadmissible pour les multinationales du pétrole... dont Bush était un représentant zélé !

La guerre en Yougoslavie n'est-elle qu'un avatar de la guerre du Golfe ?

De la Yougoslavie à la Somalie

« Il y en a. Il n'y a pas de doute qu'il y a du pétrole », déclare un géologue, le principal spécialiste du pétrole de la Banque mondiale, qui a dirigé une mission de recherche pétrolière de trois ans dans le golfe d'Aden et au large de la Somalie. En 1991, une étude coordonnée par la Banque mondiale et destinée à encourager les investissements privés dans le domaine du pétrole en Afrique a mis la Somalie et le Soudan en tête de liste...

La lecture de petits entrefilets dans la presse américaine est souvent très instructive. Le 19 janvier 1993, Mark Fineman, dans le *Los Angeles Times*, révèle que quatre grandes compagnies pétrolières des Etats-Unis attendent avec impatience de récolter les bénéfices des concessions exclusives qui leur ont été accordées pour rechercher et exploiter le pétrole somalien. Cette terre, dit l'article, « pourrait produire de grandes quantités de pétrole et de gaz naturel, si la mission militaire menée par les Etats-Unis pouvait rétablir la paix »... Tiens donc.

Ainsi, les deux tiers de la Somalie ont été alloués aux géants pétroliers américains Conoco, Amoco, Chevron et Phillips par l'ancien président pro-américain, Siad Barre, avant qu'il ne soit renversé en janvier 1991. Les compagnies qui détiennent les « droits » sur ces concessions prometteuses espèrent que la décision de l'administration américaine — à l'époque c'était Bush — d'envoyer des troupes en Somalie permettra également de protéger leurs investissements dans le pays, qui se chiffrent en millions de dollars.

Bien entendu, l'administration américaine et le département d'Etat clament que l'intervention en Somalie n'est qu'humanitaire. Les porte-parole de l'industrie pétrolière, la main sur le cour, protestent qu'il n'y a aucune relation entre l'intervention « humanitaire », les intérêts des compagnies pétrolières concernées, et le fait que Bush soit très lié à l'industrie pétrolière...

En 1991, précisément, juste avant la guerre du Golfe, le général Schwarzkopf lui-même s'adressait à une commission du Sénat des Etats-Unis en ces termes : « Les routes de la mer Rouge et les détroits de Bab el-Mandeb sont au centre des intérêts des Etats-Unis, là où l'Afrique et l'Asie convergent... et leur importance deviendra encore plus grande avec la mise en oeuvre du terminal de Yanbu [Arabie Saoudite]. Au milieu des années 90, à pleine capacité, 90 % du pétrole saoudien et 40 % du pétrole irakien partiront, vers le monde entier, du terminal de Yanbu. » Ainsi, « la disponibilité des infrastructures somaliennes

continue d'être partie intégrante de la stratégie régionale » des Etats-Unis (Cité par *Il Manifesto*, 13 juillet 1993.)

Le lien entre la destruction de l'Irak et l'opération pseudo-humanitaire en Somalie apparaît donc clairement : « Restore Hope » est la continuation sous une autre forme de « Tempête du Désert ».

En 1986 déjà, Bush, qui n'était que vice-président, avait inauguré une raffinerie de la compagnie texane Hunt Oil Corporation près de la ville yéménite de Marib, juste en face de la Somalie, de l'autre côté du golfe d'Aden. Coût : 18 millions de dollars. Bush avait alors soutenu « l'importance croissante pour l'Occident de développer les ressources pétrolières de la région des détroits d'Ormuz », dans le golfe Persique. Car, comme dit encore Schwarzkopf, « avec les économies du monde libre toujours plus dépendantes des flux de pétrole de l'Asie occidentale, les Etats-Unis ont un intérêt vital à maintenir leur accès illimité aux gouvernements, aux peuples et aux ressources de cette région (...) qui contiennent 77 % des réserves prouvées du monde libre ».

C'est ainsi que les marines américains débarquèrent le 8 juillet 1993 dans le port somalien de Bosaso, au Nord de la Somalie, pour, dirent-ils, construire une école et réparer le port. En fait de « réparation », ils ont mis en place une véritable base navale, et le fait que ce port se trouve à un endroit stratégique du golfe d'Aden et qu'il contrôle le détroit, est probablement un pur hasard. Ainsi que le fait que les marines se soient installés sur un chantier de la Conoco, une compagnie pétrolière US.

Mark Fineman, l'auteur de l'article du *Los Angeles Times* mentionné ci-dessus, affirme que « des officiels du département d'Etat et de l'armée reconnaissent que l'une de ces compagnies pétrolières a fait plus qu'attendre et espérer que la paix soit instaurée ». Conoco, la seule compagnie pétrolière à avoir maintenu un bureau à Mogadiscio pendant ces deux dernières années « d'anarchie dans tout le pays » (*nationwide anarchy*) a été directement impliquée dans le rôle joué par le gouvernement US dans « l'effort militaire humanitaire sponsorisé par les Nations-unies ».

Conoco, dont les efforts infatigables dans le centre-Nord de la Somalie ont révélé des perspectives très encourageantes juste avant la chute de Siad Barre, a permis que ses installations de Mogadiscio soient transformées en « ambassade américaine de fait quelques jours avant que les marines ne débarquent dans la capitale ». Le président de la filiale en Somalie a en outre gagné une grande estime officielle en facilitant les efforts de l'administration US pendant les mois qui ont précédé l'intervention.

La Conoco s'était assuré les zones potentiellement les plus riches en pétrole de la Somalie, et avait même réussi à négocier avec Ali Mahdi, le président somalien par intérim, le renouvellement des concessions.

La collaboration entre la multinationale US et les forces armées fut telle que dans une lettre publiée dans la revue interne de la société, le général américain Frank Libutti remercia le directeur local de la Conoco, sans la courageuse contribution duquel l'opération [le débarquement] aurait échoué. Mais dans cette affaire, qui a aidé qui ?...

Dans le meilleur des cas, les opérations humanitaires n'ont pour but que de soulager la conscience de l'opinion publique. A l'heure où l'information peut être quasi immédiate, on peut voir apparaître sur les écrans des situations tragiques qui émeuvent l'opinion et qui appellent inévitablement une réponse en termes humanitaires.

Lorsque de telles opérations sont relayées par les Etats, elles sont souvent un substitut à l'absence de politique concernant le problème dont il est question, ou un écran de fumée pour masquer les responsabilités précises des Etats qui s'ingèrent dans la tragédie que les médias nous révèlent — le Rwanda est un exemple caractéristique. Elles peuvent aussi être une forme détournée d'intervention qui prend des allures d'humanitaire. Les coalisés après la guerre du Golfe ont-ils fait de l'humanitaire dans le Kurdistan irakien pour faire de l'humanitaire, ou pour contrôler la région ? Il est évident que c'est la seconde hypothèse qui est vraie. Lorsque les petits écoliers français ont tous généreusement donné un kilo de riz pour les Somaliens, il aurait été quasiment impossible, devant le soulèvement d'enthousiasme de ces chères têtes blondes, d'expliquer que c'était une ânerie : l'opération avait de toute évidence une motivation de politique intérieure, mais elle fournissait aussi à la France un prétexte d'affirmer médiatiquement sa présence dans une région où elle a des intérêts stratégiques vitaux — la base militaire de Djibouti — face à une tentative d'implantation américaine, elle-même sous couvert d'humanitaire. Quant à l'utilité pour les Somaliens, ce riz a contribué à ruiner encore plus les paysans dans les régions qui produisaient des céréales. Il aurait été plus simple (mais beaucoup moins spectaculaire...) d'acheter des produits alimentaires aux paysans africains qui en produisaient et de les transporter dans les régions où sévissait la famine. Parce que le problème n'était pas la production, mais le transport. Certains journalistes vont même jusqu'à affirmer qu'il n'y a *jamais* eu de famine en Somalie...

L'humanitaire aujourd'hui joue le même rôle que les missionnaires au siècle dernier : il sert de prétexte. Lorsque la famine est la raison de l'intervention, cette dernière ruine les producteurs locaux sans résoudre les problèmes structurels qui sont la cause de la famine (la cause est en général précisément le type de rapport qui existe entre le tiers monde et les métropoles impérialistes, mais cela, on ne peut évidemment pas le remettre en question). Est-ce aider les Africains que de leur envoyer les excédents alimentaires français, vendus moins chers que les produits locaux, et qui ruinent le commerce ? Lorsque la guerre est la raison de l'intervention, celle-ci est faite sélectivement, non pas pour faire respecter le droit, mais pour mettre en oeuvre des solutions qui conviennent aux intérêts des grandes puissances. Qui a parlé d'intervenir au Tibet envahi par les Chinois — un million de morts ? Qui a parlé d'intervenir à Timor-Est envahi par les Indonésiens — 300 000 morts ?

On oublie que le Haut commissariat aux réfugiés n'a pas de pouvoir d'exécution : il dispose de fonds, alloués pour une cause, fait des appels d'offres. Ce sont des sociétés privées qui fournissent les services demandés. Ces services peuvent être facturés jusqu'à trois fois le prix normal. Il y a d'innombrables exemples de sommes allouées à l'aide dont une infime fraction parvient aux pays qui en ont besoin. Les fonds de l'humanitaire servent en réalité à subventionner les activités économiques des pays développés².

Auparavant, les puissances impérialistes intervenaient en soutenant militairement les opposants aux régimes qui ne leur convenaient pas ; aujourd'hui, ce mode d'intervention n'est qu'une des alternatives dont l'autre est l'ingérence humanitaire. En somme, on a maintenant le choix.

². Cf. René Berthier, *L'Occident et la guerre contre les Arabes*, III, 5 : « Le FMI et le business de l'aide », éditions L'Harmattan.